Déchoir les binationaux de leur nationalité encourage le racisme

LE MONDE ECONOMIE | 14.01.2016 à 11h50 | Par Thibault Gajdos (chercheur au CNRS)



Devant le domicile nîmois d'Abdallah Zekri, qui dirige l'observatoire national contre l'islamophobie, vandalisé en octobre 2013. PASCAL GUYOT/AFP

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a dénombré 222 actes islamophobes entre le 13 novembre et le 23 décembre 2015, soit deux fois plus qu'au cours de la même période l'an passé. Il ne s'agit pas d'une surprise. Des faits similaires ont été observés aux Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001 à New York, en Angleterre après les attentats du 7 juillet 2005 à Londres ou, plus récemment encore, après les attentats de janvier 2015 en France.

Ces flambées de violence ne sont que la partie visible du mouvement profond de défiance à l'égard des musulmans que suscitent les attentats terroristes. Anita Ratcliffe (université de Sheffield) et Stephanie von Hinke Kessler Scholder (université de York) ont ainsi étudié les conséquences des attentats de Londres sur la discrimination à l'égard des musulmans (« The London bombings and racial prejudice » (http://www.readcube.com/articles/10.1111/%2Fecin.12144?

r3_referer=wol&tracking_action=preview_click&show_checkout=1&purchase_referrer=onlinelibrary.wiley.com&purchase_site_license=LICENSE_DENIED_NO_CUSTOMER) , Economic Inquiry, 2015).

Elles ont pour cela comparé l'évolution des taux de chômage, des prix immobiliers et du nombre de transactions immobilières dans les quartiers du Grand Londres selon la proportion de leur population asiatique (principale population musulmane en Grande-Bretagne).

Dans les deux années suivant les attentats, les quartiers comportant une forte population d'Asiatiques ont vu, relativement aux autres quartiers, leur taux de chômage augmenter de près de 6 %, tandis que le prix des logements baissait de 2 %, et le nombre de transactions immobilières chutait de 6 %. De telles évolutions sont évidemment susceptibles d'affecter les comportements des personnes discriminées.

Eric Gould et Esteban Klor (université hébraïque de Jérusalem) ont montré que les populations musulmanes s'étaient d'autant plus repliées sur elles-mêmes qu'elles vivaient dans des régions des Etats-Unis ayant connu une hausse importante des actes islamophobes après les attentats du 11 Septembre 2001 à New York (« The Long-Run effect of 9/11 », *Economic Journal*, 2015).

Implacable mécanique

Ainsi, les attentats déclenchent une implacable mécanique – sur laquelle les terroristes comptent sans doute. Ils suscitent une hausse de la xénophobie et des actes racistes, qui entraîne un repli communautaire des populations qui en sont victimes. C'est un exemple spectaculaire de la manière dont les attitudes individuelles peuvent être affectées par le contexte social. Dans un article récent, Karla Hoff (Banque mondiale) et Joseph Stiglitz (université de Columbia) montrent l'importance de ces mécanismes du point de vue des politiques publiques (« Striving for Balance in Economics : Towards a Theory of the Social Determination of Behavior » (http://www.nber.org/papers/w21823.pdf) , à paraître dans le Journal of Economic Behavior and Organization).

En effet, les terroristes ne sont pas les seuls à pouvoir influencer le contexte social. De nombreuses expériences (dont on peut trouver des exemples dans le « Rapport 2015 sur le développement dans le monde » de la Banque mondiale) démontrent que des politiques simples et peu coûteuses, dont le discours public fait partie, peuvent modifier les références sociales et encourager des comportements vertueux.

C'est dans cette perspective que doit être analysée la proposition du président de la République d'étendre la déchéance de nationalité aux binationaux. On aurait tort de croire cette mesure inefficace. Certes, elle ne permettra pas de prévenir des attentats. En revanche, elle modifie effectivement les cadres de pensée, en introduisant dans le discours public la catégorie des binationaux, et en la liant explicitement à la menace terroriste.

Désormais, il sera non seulement légitime (puisque le gouvernement le fait), mais aussi naturel de distinguer avec défiance les Français binationaux des autres. Ainsi, au lieu de combattre la montée du racisme et de la xénophobie, comme ils l'avaient fait après les attentats de janvier 2015 (notamment lors du très remarqué discours de Manuel Valls devant l'Assemblée nationale), le président de la République et le gouvernement l'accompagnent et l'encouragent avec une confondante efficacité.